

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 21 JANVIER 2016  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2016  
(ALSACE)

NOR : ASET1650389M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :

La CAPEB Alsace ;

La FFB Alsace ;

La fédération Est des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'UR BATIMAT-TP CFTC Alsace ;

La FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'une part, et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies pour déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Alsace.

## Article 2

Pour la région Alsace, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal pour 35 heures
Niveau I Ouvrier d'exécution :		
– position 1	150 (*)	1 466,62
– position 2	170 (*)	1 466,62
Niveau II Ouvrier professionnel	185	1 536,99
Niveau III Compagnon professionnel :		
– position 1	210	1 701,07
– position 2	230	1 832,35
Niveau IV Maître ouvrier ou chef d'équipe :		
– position 1	250	1 963,61
– position 2	270	2 094,88
(*) Les coefficients 150 et 170 sont déconnectés de la grille et fixés aux valeurs indiquées.		

## Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016.

## Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

## Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel afin que l'ensemble des ouvriers du bâtiment de la région Alsace puisse bénéficier des dispositions de ce texte.

Fait à Colmar, le 21 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)